

Le Monde

Horizons, vendredi 2 juin 2017, p. 14

Enquête

« Monsanto papers » 112 - Opération intoxication

Pour sauver le glyphosate, la firme américaine a entrepris de démolir, par tous les moyens, l'agence des Nations unies contre le cancer, qui a classé son produit phare « cancérigène »

Stéphane Foucartet Stéphane Horel Stéphane Foucartet Stéphane Horel

page 14

Nous avons déjà été attaqués par le passé, nous avons déjà subi des campagnes de dénigrement, mais nous sommes cette fois la cible d'une campagne orchestrée, d'une ampleur et d'une durée inédites. » Christopher Wild a vite replié sa haute silhouette et son sourire. Les toits de Lyon se déroulent en contrebas de la tour où siège le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), derrière les épaules de son directeur.

Christopher Wild a pesé chaque mot avec une gravité à la mesure de la situation. Depuis deux ans, un feu roulant cible l'institution qu'il dirige : la crédibilité et l'intégrité de son travail sont défiées, ses experts dénigrés, harcelés par voie d'avocats, ses financements fragilisés. Chargée depuis près d'un demi-siècle, sous les auspices de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), de dresser l'inventaire des substances cancérigènes, la vénérable agence commence à vaciller sous l'assaut.

Les hostilités ont été ouvertes à une date bien précise : le 20 mars 2015. Ce jour-là, le CIRC annonce les conclusions de sa « monographie 112 ». Elles laissent le monde entier abasourdi. Au contraire de la majorité des agences réglementaires, le CIRC juge génotoxique - il endommage l'ADN -, cancérigène pour l'animal et « cancérigène probable » pour l'homme le pesticide le plus utilisé de la planète. Ce pesticide, c'est le glyphosate, principal composant du Roundup, le produit phare de l'une des entreprises les plus célèbres du monde : Monsanto.

C'est aussi le Léviathan de l'industrie agrochimique. Utilisé depuis plus de quarante ans, le glyphosate entre dans la composition de pas moins de 750 produits commercialisés par une centaine de sociétés dans plus de 130 pays. Entre 1974, date de sa mise sur le marché, et 2014, son usage est passé de 3 200 tonnes par an à 825 000 tonnes. Une hausse spectaculaire qui est due à l'adoption massive des semences génétiquement modifiées pour la tolérer - les semences de type « Roundup ready ».

« *Junk science* »

De toutes les sociétés agrochimiques qui pourraient être touchées par des mesures de restriction ou d'interdiction du produit, il en est une qui risque sa survie même. Monsanto, qui l'a mis au point, a fait du glyphosate la clef de voûte de son modèle économique. Elle a construit sa fortune en vendant et le Roundup et les semences qui le supportent.

Alors, quand le CIRC annonce que le glyphosate est « probablement cancérigène », la firme américaine réagit avec une brutalité inouïe. Dans un communiqué, elle vilipende la « junk science » (la « science pourrie ») du CIRC : une « sélection biaisée » de « données limitées », établie en fonction de « motivations cachées », menant à une décision prise après seulement « quelques heures de discussion au cours d'une réunion d'une semaine ». Jamais une entreprise n'avait mis en cause en des termes aussi crus l'intégrité d'une agence placée sous la responsabilité des Nations unies. L'offensive est lancée. Celle qui se déroule à ciel ouvert, du moins.

Car, en interne, Monsanto joue une tout autre musique. Cette évaluation du glyphosate, elle le sait fort bien, a été réalisée par un groupe d'experts qui, à l'issue d'un an de travail, s'est réuni plusieurs jours à Lyon pour délibérer. Les procédures du CIRC veulent que les industriels concernés par le produit examiné aient le droit d'assister à cette réunion finale.

Pour l'évaluation du glyphosate, Monsanto avait donc dépêché un « observateur », l'épidémiologiste Tom Sorahan, professeur à l'université de Birmingham (Royaume-Uni) qu'elle emploie pour des missions de consultant. Le compte rendu qu'il a adressé, le 14 mars 2015, à ses commanditaires l'assure : tout s'est déroulé selon les règles de l'art.

« J'ai trouvé le président [du groupe de travail], les coprésidents et les experts invités très amicaux et disposés à répondre à tous les commentaires que j'ai faits », écrit M. Sorahan dans un courriel envoyé à un cadre de Monsanto et qui figure dans les « Monsanto papers » - un ensemble de documents internes de la firme que la justice américaine a commencé à rendre publics début 2017 dans le cadre de procès en cours. « La réunion s'est déroulée en conformité avec les procédures du CIRC, ajoute l'observateur de la firme américaine. Le Dr Kurt Straif, le directeur des monographies, a une connaissance intime des règles en vigueur et a insisté pour qu'elles soient respectées. »

Le scientifique - qui n'a pas répondu aux sollicitations du Monde - semble d'ailleurs très gêné à l'idée que son nom soit associé à la riposte de la Monsanto : « Je ne souhaite apparaître dans aucun des documents de vos communicants », écrit-il, tout en proposant son « aide pour formuler des éléments de langage » de la contre-attaque, inévitable, que le groupe est en train de mettre en place.

Quelques mois plus tard, les scientifiques non américains qui étaient membres du groupe d'experts du CIRC sur le glyphosate reçoivent tous la même lettre. Envoyée par Hollingsworth, le cabinet d'avocats de Monsanto, elle leur intime de livrer l'intégralité des fichiers liés à leur travail sur la « monographie 112 . Brouillons, commentaires, tableaux de données... tout ce qui est passé par le système informatique du CIRC. « Si vous refusez, avertissent les avocats, nous vous demandons expressément de prendre immédiatement toutes les mesures raisonnables en votre pouvoir afin de préserver tous ces fichiers intacts en attendant une requête formelle ordonnée par un tribunal américain. »

« Votre lettre est intimidante et délétère, s'insurge l'un des scientifiques dans sa réponse, datée du 4 novembre 2016. Je trouve votre démarche répréhensible et manquant de la courtoisie usuelle, même selon les standards contemporains. » Le pathologiste Consolato-Maria Sergi, professeur à l'université d'Alberta (Canada), poursuit : « Votre lettre est pernicieuse, car elle cherche à instiller, avec malveillance, anxiété et appréhension au sein d'un groupe indépendant d'experts. »

Les pressions exercées sur les membres américains du groupe du CIRC se font par d'autres moyens, plus « intimidants » encore. Aux Etats-Unis, les lois pour la liberté d'information (Freedom of Information Act, ou FOIA) permettent à tout citoyen, sous certaines conditions, de demander l'accès aux documents produits par les organismes publics et leurs fonctionnaires : mémos, courriels, rapports internes, etc.

Manoeuvres d'intimidation

Selon nos informations, les cabinets Hollingsworth et Sidley Austin ont déposé cinq demandes, la première dès novembre 2015, rien que pour les National Institutes of Health (NIH), dont dépendent deux des experts. Pour les autres scientifiques, des requêtes visent aussi l'Agence californienne de protection de l'environnement (CalEPA), la Texas A & M University ou encore l'université de l'Etat du Mississippi. Certaines de ces institutions ont même été assignées par les avocats de Monsanto dans le cadre de procédures judiciaires en cours impliquant le glyphosate, ainsi contraintes de livrer certains de leurs documents internes.

L'objectif de ces manoeuvres d'intimidation serait-il de faire taire la critique? Des scientifiques de renommée mondiale, d'ordinaire ouverts aux requêtes des médias, n'ont pas donné suite aux sollicitations du Monde, même pour des entretiens informels. Ou, pour certains, à la condition de parler sur une ligne privée en dehors des heures de bureau.

Les parlementaires américains, eux, n'ont pas besoin de faire usage du FOIA pour demander

des comptes aux institutions scientifiques fédérales. Membre de la Chambre des représentants, où il préside la commission de contrôle et de réforme de l'Etat, le républicain Jason Chaffetz écrit au directeur des NIH, Francis Collins, le 26 septembre 2016.

Les choix du CIRC « ont suscité de nombreuses controverses », écrit-il. Et, en dépit de son « historique de polémiques, de rétractations et d'incohérences », le CIRC bénéficie de « financements significatifs des contribuables » américains à travers des subventions versées par les NIH. En effet, 1,2 million d'euros sur les 40 millions d'euros de budget annuel du CIRC proviennent d'une subvention des NIH. A leur directeur, donc, Jason Chaffetz demande détails et justification de toute dépense des NIH liée au CIRC. La démarche est applaudie le jour même par l'American Chemistry Council (ACC). La puissante organisation de lobbying de l'industrie chimique américaine, dont Monsanto est membre, « espère que la lumière sera faite sur la relation étroite et quelque peu opaque » entre le CIRC et les institutions scientifiques américaines.

Le lobby de l'industrie chimique a trouvé en M. Chaffetz un allié précieux. En mars, déjà, l'élu républicain écrivait à la direction d'un autre organisme de recherche fédéral - le National Institute of Environmental Health Sciences -, pour lui demander des comptes sur les recherches qu'il finance sur les effets nocifs du bisphénol A, un composé très répandu dans certains plastiques.

Quel meilleur moyen de neutraliser une institution que de lui couper les vivres? Dans les mois qui suivent la publication de la « monographie 112 », Croplife International, l'organisation qui défend les intérêts des industriels des pesticides et des semences au niveau mondial, approche les représentants de certains des vingt-cinq Etats membres du conseil de gouvernance du CIRC pour se plaindre de la qualité du travail de l'agence. Or ces « Etats participants » contribuent pour environ 70 % au budget du CIRC. Au moins trois d'entre eux (le Canada, les Pays-Bas et l'Australie) ont été approchés, selon le CIRC. Aucun des représentants de ces Etats n'a répondu au Monde.

Au fil de l'année 2016, des personnages presque sortis d'un roman de John Le Carré ont aussi fait leur apparition dans la saga du glyphosate. En juin, un homme qui se présente comme journaliste mais ne s'annonce ni ne s'inscrit comme tel, assiste à la conférence que le CIRC organise à Lyon pour son cinquantième anniversaire.

Maraudant de scientifiques en fonctionnaires internationaux, l'individu interroge les uns et les autres sur le fonctionnement du CIRC, son financement, son programme de monographies, etc. « Il m'a fait penser à ces gens troubles qu'on croise dans les milieux

humanitaires - on ne sait jamais qui ils sont, mais on devine qu'ils font du renseignement », témoigne une participante à la conférence, qui souhaite garder l'anonymat.

Quelques mois plus tard, fin octobre 2016, l'homme ressurgit. Cette fois à la conférence annuelle qu'organise l'Institut Ramazzini, un célèbre organisme de recherche indépendant et respecté sur le cancer, basé près de Bologne, en Italie. Pourquoi diable le Ramazzini? Un rapport, peut-être, avec l'annonce, faite quelques mois plus tôt par l'institut italien, qu'il allait conduire sa propre étude de cancérogénicité sur le glyphosate?

Christopher Watts - c'est son nom - pose des questions sur l'indépendance de l'institut, ses sources de financement. Comme il a utilisé une adresse e-mail qui se terminait par « [@economist.com](mailto:christopher.watts@economist.com) », ses interlocuteurs n'ont pas mis en doute son affiliation au prestigieux hebdomadaire britannique The Economist. Aux scientifiques qui lui demandent des détails, il dit travailler pour la Economist Intelligence Unit (EIU), une société de conseil filiale du groupe de presse britannique.

Guérilla bureaucratique intrusive

A l'EIU, on confirme que M. Watts a bel et bien produit plusieurs rapports, mais on se dit « incapable de dire à quel titre il assistait » aux deux conférences. « A cette période, il travaillait sur un article pour "The Economist", qui n'a finalement pas été publié », ajoute-t-on. Surprenant, car à la rédaction de l'hebdomadaire, on dit n'avoir « aucun journaliste de ce nom ». Seule la dénomination d'une société dont M. Watts a déclaré la création, fin 2014, semble claire : Corporate Intelligence Advisory Company (société de conseil en renseignement pour les entreprises). M. Watts, dont l'adresse personnelle se situe, selon les documents administratifs, en Albanie, n'a pas souhaité répondre aux questions du Monde.

En quelques mois, ils seraient au moins cinq individus à s'être présentés comme journaliste, chercheur indépendant ou assistant de cabinet d'avocats afin d'approcher scientifiques du CIRC et chercheurs associés à ses travaux. Tous s'enquérant d'informations très spécifiques sur les procédures et les financements de l'agence.

Un autre parmi eux, Miguel Santos-Neves, qui travaille pour Ergo, une société d'intelligence économique basée à New York, a été épinglé par la justice américaine pour usurpation d'identité. Comme l'a raconté le New York Times en juillet 2016, M. Santos-Neves enquêtait pour le compte de la société Uber sur une personnalité en litige avec l'entreprise et avait interrogé son entourage professionnel sous de faux prétextes. La société Ergo n'a pas donné suite aux sollicitations du Monde.

Comme Christopher Watts, deux organisations jumelles à la réputation sulfureuse

s'intéressent non seulement au CIRC, mais aussi à l'Institut Ramazzini. Energy and Environmental Legal Institute (E & E Legal) se présente comme une organisation à but non lucratif, dont l'une des missions serait de « demander des comptes à ceux qui aspirent à une réglementation gouvernementale excessive et destructrice, fondée sur des décisions politiques aux intentions cachées, la science pourrie et l'hystérie .

La Free Market Environmental Law Clinic, quant à elle, « cherche à fournir un contrepoids au mouvement environnementaliste procédurier qui promeut un régime réglementaire économiquement destructeur aux Etats-Unis .

D'après les éléments dont Le Monde dispose, elles ont lancé dix-sept demandes d'accès aux documents auprès des NIH et de l'Agence américaine de protection de l'environnement. Engagées dans une guérilla -juridique, bureaucratique, intrusive, elles réclament les correspondances de plusieurs fonctionnaires américains « contenant les termes "CIRC", "glyphosate", "Guyton" » (comme Kathryn Guyton, la scientifique du CIRC responsable de la « monographie 112 »). Elles demandent les moindres détails sur les bourses, subventions et autres relations, financières ou non, entre ces organismes américains, le CIRC, certains scientifiques, et l'Institut Ramazzini.

Les deux organisations sont dirigées par David Schnare, un climatosceptique affirmé, connu pour avoir harcelé des climatologues. En novembre 2016, M. Schnare a temporairement quitté E & E Legal pour rejoindre l'équipe de transition de Donald Trump.

On trouve aussi, parmi les dirigeants de l'organisation, Steve Milloy, une figure célèbre de la propagande financée par l'industrie du tabac. Aux questions sur leurs motivations et leurs sources de financement, le président de E & E Legal a répondu par courriel : « Salut, on n'est pas intéressés. »

L'écho de ces demandes d'accès aux documents est amplifié par les tribunes publiées dans certains médias. Notamment The Hill, un site politique de lecture obligatoire pour tout acteur de la vie parlementaire à Washington. Leurs auteurs : un escadron de propagandistes, dont l'association US Right to Know (USRTK) a documenté les liens de longue date avec les industriels de l'agrochimie ou des think tanks conservateurs, comme le Heartland Institute ou le George C. Marshall Institute, connus pour leur rôle majeur dans la machinerie climatosceptique. Les mêmes arguments apparaissent sous leurs plumes. Et parfois les mêmes syntagmes d'un auteur à l'autre : on fustige la « science bâclée » d'un CIRC qui, rongé par les conflits d'intérêts, serait « largement critiqué » - sans qu'il soit jamais dit par qui.

Les avocats impliqués dans les procédures judiciaires américaines ont révélé que Monsanto employait aussi des moyens plus discrets. Répondant sous serment aux questions des avocats de personnes malades qui attribuent leur cancer au Roundup, des responsables de la firme ont raconté la mise en place d'un programme confidentiel baptisé « Let Nothing Go » (« Ne rien laisser passer »), destiné à répondre à toutes les critiques.

Les transcriptions de ces auditions demeurent confidentielles. Mais des mémos transmis par les cabinets d'avocats impliqués dans les poursuites permettent d'en savoir un peu plus. Selon eux, Monsanto a recours à des entreprises tierces qui « emploient des individus, en apparence sans connexions avec l'industrie, pour laisser des commentaires positifs en marge des articles en ligne, et des posts Facebook, afin de défendre Monsanto, ses produits chimiques et les OGM .

Au cours des derniers mois, la coalition contre le CIRC s'est agrandie. Fin janvier 2017, quelques jours à peine après l'intronisation de Donald Trump à la Maison Blanche, l'American Chemistry Council a rejoint ses rangs.

Le lobby américain de la chimie a ouvert un front sur les réseaux sociaux sous la forme d'une « campagne pour l'exactitude dans la recherche en santé publique ». But annoncé : obtenir une « refonte » du programme des monographies du CIRC. Sur un site dédié et au long d'un fil Twitter, la puissante organisation de lobbying range les pincettes : « Un morceau de bacon ou un morceau de plutonium? C'est du pareil au même selon le CIRC. » Le texte est accompagné d'un photomontage montrant deux barres vert fluorescent qui trempent dans des oeufs au plat. Le CIRC a en effet classé, en octobre 2015, la charcuterie « cancérogène » certain et la viande rouge « cancérogène probable », comme le glyphosate.

Peut-être leur accès direct au premier cercle du président Trump donne-t-il un sentiment de toute-puissance à ces industriels de la -chimie et de l'agrochimie? La plus haute -responsable du lobbying de l'American -Chemistry Council, Nancy Beck, ne vient-elle pas de prendre ses fonctions comme directrice adjointe du service chargé de la réglementation des produits chimiques et des pesticides à l'Agence américaine de protection de l'environnement, le service qui, précisément, chapeaute le réexamen du dossier glyphosate? Et Andrew Liveris, patron de Dow Chemical, entreprise membre de l'American Chemistry Council, ne s'est-il pas vu confier, par Donald Trump en personne, la tête de sa Manufacturing Jobs Initiative-(Initiative pour l'emploi industriel)?

La machine semble s'emballer avec l'avènement de l'ère Trump. Fin mars, le républicain texan Lamar Smith, président de la commission de la Chambre des représentants sur la

science, l'espace et la technologie, interpelle le nouveau ministre de la santé, Tom Price. Il concentre ses demandes sur les liens financiers entre le National Institute of Environmental Health Sciences (NIEHS) et l'Institut Ramazzini, afin, écrit-il, de « s'assurer que les bénéficiaires des subventions adhèrent aux plus hauts standards d'intégrité scientifique ».

Il n'en faut pas plus pour que la requête du parlementaire devienne, sous la plume de deux propagandistes, Julie Kelly et Jeff Stier, une « enquête du Congrès » sur cette - « obscure organisation » que serait l'Institut Ramazzini. Publiée peu après dans la National Review, la tribune attaque personnellement Linda Birnbaum, la directrice du NIEHS, accusée de promouvoir un programme « chimiophobe », et Christopher Portier, son ancien directeur adjoint, qui a accompagné les travaux du CIRC en tant que « spécialiste invité », ici qualifié de « militant anti-glyphosate bien connu », et tous deux « membres du Ramazzini ».

Voilà, selon eux, « un exemple de plus sur la manière dont la science a été politisée ». L'information est également, et entre autres, reprise par Breitbart News, le site d'extrême droite fondé par Steve Bannon, le conseiller stratégique du président Trump.

« *indépendance de la science* »

Qualifier l'Institut ou le Collegium Ramazzini (les deux sont confondus) « d'obscure organisation » ici, ou de « sorte de Rotary Club pour scientifiques militants » ailleurs, est, au mieux, de l'ignorance, au pire, du mensonge. Fondé en 1982 par Irving Selikoff et Cesare Maltoni, deux grandes figures de la santé publique, le Collegium Ramazzini est une académie de 180 scientifiques spécialisés en santé environnementale et professionnelle.

Linda Birnbaum et Christopher Portier en sont des fellows (membres). C'est aussi le cas du directeur du programme des monographies du CIRC, Kurt Straif, et de quatre experts du groupe de travail de la « monographie 112 ». Chacun dans leurs domaines, des scientifiques de haut niveau.

Le lancement par l'Institut Ramazzini, en mai 2016, d'une étude de toxicologie à long terme sur le glyphosate a concentré les tirs sur l'organisme, réputé pour sa compétence en matière de cancer. La directrice de recherche de l'institut, Fiorella Belpoggi, est l'une des rares scientifiques à avoir accepté de parler au Monde : « Nous ne sommes pas nombreux, nous avons peu d'argent, mais nous sommes de bons scientifiques et nous n'avons pas peur. »

Les attaques contre le Ramazzini et le CIRC ne sont sans doute pas près de s'arrêter. Car, après le glyphosate, d'autres produits chimiques stratégiques figurent dans la liste des « priorités » du CIRC pour la période 2014-2019. Des pesticides, encore, mais aussi le bisphénol A (BPA) et l'aspartame. Or c'est justement le NIEHS qui se trouve être l'un des

principaux financeurs mondial de la recherche sur la toxicité du BPA. Quant à l'aspartame, l'étude qui a alerté sur les propriétés cancérigènes de l'édulcorant a été réalisée il y a plusieurs années... par l'Institut Ramazzini.

« Je n'en avais pas conscience avant tout cela, souffle Fiorella Belpoggi, mais, si on se débarrasse du CIRC, du NIEHS et de l'Institut Ramazzini, on se débarrasse de trois symboles de l'indépendance de la science. » D'une science devenue une menace pour des intérêts économiques qui se chiffrent en centaines de milliards d'euros.

Illustration(s) :

Préparation d'une opération d'épandage aérien à base de glyphosate, à Avia Terai, dans le nord de l'Argentine, en mai 2014. Alvaro Ybarra Zavala/Getty Images

Note(s) :

Le Monde

Horizons, samedi 3 juin 2017, p. 20

Enquête

« Monsanto papers » 2 | 2 - Les moissons du fiel

Pour sauver le glyphosate, son pesticide phare, la firme américaine a entrepris de démolir, par tous les moyens, l'agence des Nations unies contre le cancer, qui l'a classé « cancérigène »

Stéphane Foucart et Stéphane Horel

page 20

Elle l'avait promis « plus inoffensif que le sel de table », mais c'était dans les publicités. Le glyphosate, l'herbicide le plus utilisé sur la planète, le principal ingrédient de son produit-phare, le Roundup, sur lequel elle a bâti son modèle économique, sa fortune et sa réputation, commercialisé depuis plus de quarante ans et devenu best-seller avec le développement des semences transgéniques dites « Roundup ready », serait en réalité cancérigène. Le 20 mars 2015, Monsanto accuse le coup. Ce jour-là, le glyphosate est déclaré génotoxique (il endommage l'ADN), cancérigène pour l'animal et « cancérigène probable » pour l'homme par le Centre international de -recherche sur le cancer (CIRC).

Le jury : un groupe de dix-sept experts -chevronnés de onze nationalités, rassemblés par

cette agence officielle des Nations unies chargée de dresser l'inventaire des substances cancérigènes et dont les avis font autorité depuis près d'un demi-siècle. Il ne fait alors aucun doute que ce sera aussi la destinée de leurs conclusions sur le glyphosate, publiées sous la forme d'un rapport, la - « monographie 112 ».

Loin des regards, la fureur du groupe américain traverse l'Atlantique par fibre optique. Le jour même, une missive au parfum de déclaration de guerre part à Genève, en Suisse, à la direction de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la maison-mère du CIRC. Le -papier à en-tête arbore la célèbre petite branche verte encadrée d'un rectangle orange : le logo de Monsanto. « Nous croyons comprendre que les participants du CIRC ont délibérément choisi d'ignorer des dizaines d'études et d'évaluations réglementaires publiquement disponibles qui soutiennent la conclusion que le glyphosate ne présente pas de risque pour la santé humaine », accuse Philip Miller, le vice-président de Monsanto chargé des affaires réglementaires.

Parmi les points qu'il annonce vouloir aborder lors d'un « rendez-vous en urgence », des « mesures à prendre immédiatement pour rectifier ce travail et cette conclusion hautement contestables », les critères de sélection des experts ou encore les « documents comptables où figurent tous les financements -concernant la classification du glyphosate par le CIRC, y compris les donateurs ».

Tirs nourris sur le toxicologue

Les rôles sont inversés : ce serait à l'organisation internationale de rendre des comptes à la firme. Au fil de l'été 2015, CropLife -International - l'organisation de lobbying du secteur de l'agrochimie, dont Monsanto est membre - prend le relais de l'intimidation épistolaire. Exigences intrusives rivalisent avec menaces voilées.

Le CIRC, lui, en a vu d'autres. Ce n'est pas la première fois qu'il endure critiques et attaques : elles sont à la mesure de sa réputation. Bien que dépourvues de toute valeur réglementaire, ses évaluations menacent des intérêts commerciaux parfois considérables. L'exemple le plus documenté à ce jour -concerne les dangers du tabagisme passif, évalués par le CIRC à la fin des années 1990. Mais même à la grande époque des affrontements avec les géants du tabac, les fleurets étaient plus ou moins mouchetés. « Je travaille au CIRC depuis quinze ans et je n'ai -jamais vu quoi que ce soit qui ressemble à ce qui se passe depuis deux ans », confie Kurt Straif, le chef des monographies à l'agence.

Difficile de faire passer le CIRC pour une institution controversée, sujette à un biais « anti-industrie », qui serait contestée au sein même de la communauté scientifique. Pour une

-immense majorité des scientifiques du monde académique, spécialistes du cancer ou chercheurs en santé publique, l'agence -représente un bastion d'indépendance et d'intégrité. « J'ai honnêtement du mal à imaginer une manière plus rigoureuse et plus -objective de procéder à des expertises scientifiques -collectives », estime l'épidémiologiste Marcel -Goldberg, chercheur à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), qui a participé à plusieurs monographies.

Pour chacune de ces monographies, le CIRC rassemble une vingtaine de chercheurs de -divers pays, sélectionnés en fonction de leur expérience et de leurs compétences scientifiques, mais aussi de leur stricte tenue à l'écart de possibles conflits d'intérêts. Aussi fonde-t-il ses avis sur des études publiées dans des revues savantes et exclut les études commanditées par les industriels, confidentielles. Ce n'est pas le cas de la plupart des agences réglementaires qui accordent, elles, une importance décisive aux études réalisées et fournies par les entreprises dont les produits font l'objet d'une évaluation.

Parmi elles : l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA). A l'automne 2015, l'avis de cette agence officielle - chargée d'évaluer les risques liés aux pesticides - sur le glyphosate est très attendu. C'est en fonction de ses conclusions, notamment, que l'Union européenne doit décider si elle -renouvellera pour au moins une décennie son autorisation du glyphosate. En novembre, Monsanto peut respirer. L'avis de l'EFSA contredit celui du CIRC : l'agence considère que le glyphosate n'est ni génotoxique ni cancérigène. Mais le bol d'air est de courte durée.

Quelques semaines plus tard, les conclusions de l'EFSA sont sévèrement critiquées dans une revue réputée par une centaine de scientifiques, qui les jugent entachées de nombreux manquements. A l'initiative, un scientifique américain qui a assisté le travail des experts sur la monographie du CIRC en tant que « spécialiste invité ». C'est sur lui que le tir va se concentrer.

Dans les milieux de la santé environnementale, Christopher Portier n'est pas n'importe qui. « J'ai pu lire ici ou là que Chris Portier n'était pas compétent, et c'est probablement la chose la plus ridicule qu'il m'ait été donné d'entendre, rigole Dana Loomis, le directeur adjoint des monographies du CIRC. C'est lui qui a -développé bon nombre des techniques d'analyse utilisées partout pour interpréter les résultats des études toxicologiques! » M. Portier fait partie de ces scientifiques dont le CV ne tient pas sur moins de trente pages.

Auteur de plus de 200 publications scientifiques, il a été directeur de la santé environnementale des Centers for Disease Control and Prevention (CDC), directeur de

l'Agence américaine des substances toxiques et du registre des maladies, directeur adjoint du National Institute of Environmental Health Sciences (NIEHS) et du National Toxicology Program. « C'est une carrière incontestablement unique », dit Robert Barouki, directeur d'une unité de recherche en toxicologie à l'Inserm. Jeune retraité, Christopher Portier propose désormais ses compétences comme expert et conseiller à divers organismes internationaux, dont une ONG américaine de protection de l'environnement, l'Environmental Defense Fund (EDF). Et c'est cet homme qui va être visé par de violentes attaques...

Un penchant pour l'invective

Le 18 avril 2016, l'agence de presse Reuters -publie un long article sur le CIRC, présenté comme une agence « semi-autonome » de l'OMS, coupable de créer « la confusion chez les consommateurs ». Elle y évoque une - « inquiétude concernant de potentiels conflits d'intérêts qui impliqueraient un conseiller de l'agence étroitement lié à l'Environmental -Defense Fund, un groupe de pression américain opposé aux pesticides ». Des « critiques », écrit Reuters, « soutiennent que le CIRC n'aurait pas dû l'autoriser à être impliqué dans l'évaluation du glyphosate ». Détail piquant : l'agence de presse - qui n'a pas souhaité -répondre aux sollicitations du Monde - donne par ailleurs la parole à trois scientifiques qui éreintent l'institution, sans qu'il soit jamais mentionné qu'ils sont tous trois, et de notoriété publique, consultants pour l'industrie.

Mais quels sont donc ces « critiques » sans nom? Ils se résument en fait à l'obscur blog d'un ancien lobbyiste de l'industrie chimique, passé par la firme de relations publiques Burson-Marsteller, David Zaruk. A Bruxelles, où il est basé, M. Zaruk est connu comme le loup blanc pour son penchant pour l'invective (les auteurs de cet article en ont été les cibles à plusieurs reprises). C'est lui qui, le premier, proteste contre les conflits d'intérêts de M. Portier, minant selon lui l'avis du CIRC. Il éreinte le scientifique américain avec persévérance. Il publiera au total vingt longs billets autour du glyphosate. Sans compter les Tweet.

Le professeur Portier est tour à tour qualifié de « militant », de « rat », de « démon », de « mauvaise herbe », de « mercenaire », et même de « petite merde », qui s'est « introduit comme un ver » dans ce fruit que serait le CIRC. L'agence, elle, est comparée à une « croûte » dont on peut voir sortir le « pus » quand on la « gratte », tant elle est « infectée par son arrogance », « sa science militante politisée » ou « son parti pris anti-industrie ». M. Zaruk dit avoir eu « trois contacts » avec Monsanto, mais dément avoir été rémunéré pour écrire. « Je

n'ai pas touché un centime pour mes blogs sur le glyphosate », a-t-il assuré dans un courriel au Monde. En avril 2017, il publiait encore une diatribe contre les ONG, Christopher Portier et plusieurs journalistes, et l'illustrait par une photographie de nazis brûlant des livres sur l'Opfernplatz à Berlin, en 1933.

Les élucubrations de M. Zaruk pouvaient être très facilement vérifiées et invalidées. Mais la prestigieuse caution journalistique de Reuters donne le top départ à leur diffusion. En quelques semaines, ces accusations de conflits d'intérêts sont reprises et citées dans le Times de Londres, le quotidien The Australian, et aux Etats-Unis dans National Review ou The Hill, sous la signature de Bruce Chassy, un professeur émérite de l'université de l'Illinois financé par Monsanto, comme l'ont montré des documents confidentiels obtenus en septembre 2015 par l'association US Right to Know (USRTK). Le « travail » de -M. Zaruk est également cité dans la revue Forbes sous la plume d'un biologiste affilié à la Hoover Institution, unthink tank proche du Parti républicain, et dont on trouve la trace dans les archives déclassifiées des industriels du tabac. L'intéressé proposait, à l'époque, de faire publier des tribunes ou de mettre à profit ses apparitions médiatiques pour « communiquer sur les risques et la science ». Tarifs compris entre 5 000 et 15 000 dollars.

Les attaques du blogueur bruxellois sont aussi relayées par des sites de propagande bien connus, l'American Council on Science and Health et le Genetic Literacy Project, animé par des communicants en lien avec les industries des pesticides et des biotechnologies. L'article consacré à Christopher Portier et au CIRC est d'ailleurs signé par Andrew Porterfield, qui se qualifie lui-même, en toute simplicité, de « consultant en communication pour l'industrie des biotechnologies ».

Et qu'en est-il de l'interrogation sur les -conflits d'intérêts de M. Portier? L'Environmental Defense Fund aurait-il, à travers lui, pesé sur la décision du CIRC de classer le glyphosate « cancérogène probable » ? « Du fait de son lien avec cette association, M. Portier avait le statut de "spécialiste invité", explique Kathryn Guyton, la scientifique du CIRC chargée de la monographie 112. Cela signifie que le groupe de travail l'a consulté, mais qu'il n'a pas contribué à la décision de classer la substance dans telle ou telle catégorie. » De -véritables conflits d'intérêts, il y en a pourtant. Mais ailleurs.

En mai 2016, alors que presse et blogo-sphère bruissent des soupçons de mauvaises pratiques au CIRC, un autre groupe d'experts des Nations unies donne à son tour son avis. Le Joint Meeting on Pesticides Residues (JMPR), un groupe conjoint de l'OMS et de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui ne juge que

sur les risques liés à l'exposition alimentaire (et non par inhalation, par contact -dermique, etc.), dédouane le glyphosate.

Près d'un an auparavant, une coalition d'ONG avait alerté l'OMS sur des conflits d'intérêts au sein du JMPR. Trois de ses membres collaboraient en effet avec l'International Life Science Institute (ILSI), une organisation de lobbying scientifique financée par les grands industriels de l'agroalimentaire, des biotechnologies et de la chimie. De Mars à Bayer, de Kellogg à Monsanto. Tout en étant président du conseil d'administration de l'ILSI, le toxicologue Alan Boobis (Imperial College, Royaume-Uni) officiait comme coprésident du JMPR. Tout en étant consultant et membre du conseil d'administration d'une structure créée par l'ILSI, Angelo Moretto (université de Milan, Italie) siégeait comme rapporteur du JMPR. Tout en étant consultante et présente dans divers groupes de travail de l'ILSI, Vicki Dellarco était membre du JMPR.

Or les experts du JMPR sont soumis aux -mêmes règles d'indépendance - parmi les plus strictes au monde - que ceux du CIRC : celles de l'OMS. Parce qu'il peut altérer la -crédibilité de l'institution et de ses décisions, un conflit d'intérêts apparent y est aussi grave qu'un conflit d'intérêts avéré. Pourtant, interrogée par Le Monde, l'OMS assure qu' « aucun expert n'était dans une situation de conflit -d'intérêts l'empêchant de participer au JMPR .

Stratégie d'influence

Une réponse qui laisse insatisfaits Hilal Elver et Baskut Tuncak, respectivement rapporteuse spéciale sur le droit à l'alimentation et rapporteur spécial sur les produits et déchets dangereux des Nations unies. « Nous appelons respectueusement l'OMS à expliquer comment exactement elle en est arrivée à -conclure que les liens des experts avec l'industrie ne représentaient aucun conflit d'intérêts,- -apparent ou potentiel, en fonction de ses propres règles », ont réagi les deux experts, sollicités par Le Monde. « Des processus solides, clairs et transparents sur les conflits d'intérêts sont essentiels à l'intégrité du système », précisent-ils, avant d' « encourager » les organisations des Nations unies à les « réviser ».

De « graves allégations » existent sur « le fait que les industriels "achèteraient" des scientifiques pour qu'ils confirment leurs arguments », avaient écrit les deux experts dans leur rapport sur le droit à l'alimentation. « Les efforts déployés par l'industrie des pesticides, insistait ce texte remis au Conseil des droits de l'homme des Nations unies en mars 2017, ont entravé les réformes et paralysé les initiatives visant à restreindre l'utilisation des pesticides à l'échelon mondial. »

Jeter le discrédit sur le CIRC, les experts de son groupe de travail, la qualité du travail

scientifique qui a été mené : des « efforts » qui relèvent de l'importance stratégique, voire de la nécessité vitale pour Monsanto. A ses troupes, plusieurs cabinets d'avocats américains représentent victimes ou proches de victimes décédées d'un lymphome non hodgkinien (LNH), un cancer rare affectant les globules blancs, qu'ils attribuent à une exposition au glyphosate. Pour eux, la monographie 112 du CIRC constitue une pièce à conviction primordiale. Pour Monsanto, elle risque de peser sur les verdicts. Selon les documents légaux, le montant des dommages et intérêts à verser aux Etats-Unis aux 800 plaignants pourrait se chiffrer en milliards de dollars. D'autant que le nombre de demandeurs -devrait « probablement » atteindre 2 000 d'ici à la fin de l'année, estime Timothy Litzenburg, l'un des avocats pour le cabinet Miller.

Mémos confidentiels, tableaux garnis de chiffres ou briefs internes : en tout, 10 millions de pages arrachées aux cartons d'archives et aux entrailles des PC de Monsanto. C'est la quantité de documents que la firme a été contrainte de livrer à ce jour à la justice. Aux Etats-Unis, la procédure dite de « discovery » (« découverte ») autorise ce genre de raid dans la paperasse de l'adversaire.

De cette masse de documents scannés des « Monsanto papers », révélés au compte-gouttes, affleure le plan de riposte de la multinationale. Comme ce document PowerPoint « confidentiel » du 11 mars 2015, dont les diapositives déroulent une stratégie d'influence sous la forme de « projets scientifiques ». Y est notamment évoquée une « évaluation complète du potentiel cancérigène » du glyphosate par des « scientifiques crédibles », « éventuellement via la formule d'un panel d'experts ». Ce sera chose faite.

En septembre 2016, une série de six articles paraît dans la revue *Critical Reviews in Toxicology*. Ils exonèrent le glyphosate. Mais la publication étant ouvertement « sponsorisée et soutenue par Monsanto », le contraire eût-il été seulement possible? Leurs auteurs : les seize membres du « panel d'experts » auxquels Monsanto a confié la mission de « réexaminer la monographie du CIRC sur le glyphosate ». Leur recrutement a été délégué à Intertek, un cabinet spécialisé dans la production de matériau scientifique pour les entreprises en difficulté réglementaire ou judiciaire avec leurs produits. Monsanto et ses alliés feront également appel à Exponent et Gradient, deux autres cabinets de « défense de produits ».

Dans le document PowerPoint de gestion de crise, il est aussi question de publier un -article sur le CIRC lui-même : « Comment il a été formé, comment il fonctionne, n'a pas évolué au fil du temps. Ils sont archaïques et -désormais inutiles. » Le scientifique évoqué pour l'écrire

n'a, depuis, rien publié sur la question. Un article correspondant en tous points à ce cahier des charges hostile paraît en revanche en octobre 2016 dans une revue mineure. Le système de classification du CIRC, « devenu obsolète », « ne sert les intérêts ni de la science ni de la société », écrivent les dix auteurs. « C'est ainsi que la viande transformée peut se retrouver dans la même catégorie que le gaz moutarde. » L'approche du CIRC, assènent-ils, est à l'origine de « peurs sanitaires, de coûts économiques inutiles, de la perte de produits bénéfiques, de l'adoption de stratégies plus coûteuses pour la santé, du -détournement des financements publics vers de la recherche inutile .

Un ton très inhabituel pour une revue scientifique. C'est peut-être parce que Regulatory Toxicology and Pharmacology est une publication un peu particulière. Non seulement son comité éditorial compte pléthore d'industriels et de consultants, mais son -rédacteur en chef, Gio Gori, est une figure -historique de l'industrie du tabac. Propriété du puissant groupe d'édition scientifique -Elsevier, c'est la revue officielle d'une - « société » prétendument savante, l'International Society of Regulatory Toxicology & Pharmacology (ISRTP). Aucune information n'étant disponible sur son site Internet, et ni M. Gori, ni l'ISRTP, ni Elsevier n'ayant répondu aux sollicitations du Monde, il n'a pas même été possible d'en identifier les responsables. Ses sources de financement, encore moins. Cependant, la dernière fois que l'ISRTP publiait la liste de ses sponsors, en 2008, elle en listait six. Parmi eux : Monsanto.

« *Artefacts historiques* »

Quant aux dix auteurs de l'article eux-mêmes, certains ont travaillé ou travaillent pour le groupe suisse Syngenta, membre de la « glyphosate task force » constituée par les industriels qui commercialisent des produits à base de glyphosate. D'autres sont consultants privés. Ces derniers, des scientifiques exerçant dans le milieu académique, participent aux activités de l'ILSI, l'organisation de lobbying scientifique. Parmi eux : Samuel Cohen, professeur d'oncologie à l'université du Nébraska, Alan Boobis, le coprésident du JMPR, et Angelo Moretto, le rapporteur du même JMPR...

Ces trois-là n'en restent pas là. Quelques mois plus tard, ils publient sur Genetic -Literacy Project - ce site de propagande qui avait relayé les attaques personnelles contre Christopher Portier - un texte appelant cette fois à « l'abolition » du CIRC. L'agence est accusée d'exciter la « chimiophobie » du public. S'il n'est pas réformé, écrivent-ils, le CIRC « devrait être relégué au musée de la -réglementation auquel il appartient, auprès d'autres artefacts historiques comme la Ford modèle T, l'avion biplan et le téléphone à -cadran .

Dans le milieu scientifique, les usages veulent que l'auteur qui rédige le premier jet d'un texte prend en charge le suivi des modifications jusqu'aux dernières corrections. -Lequel d'entre eux a écrit ces deux textes - celui publié dans la revue scientifique et l'autre, publié sur le site Genetic Literacy -Project? « Je ne m'en souviens pas », répond Alan Boobis qui, interrogé par Le Monde, met en avant un « long processus » de rédaction et de « peaufinage tout au fil de l'année. »

Le propos relève « un peu de la stratégie du choc », reconnaît M. Boobis. Une raison de publier sur ce site? M. Boobis admet que -Genetic Literacy Project n'est pas réputé pour sa rigueur, mais explique que le texte a été -refusé par une revue scientifique. Leurs -arguments sont identiques à ceux de -Monsanto et de ses alliés? « Nous sommes maintenant dans une situation singulière, où la moindre association avec l'industrie est -immédiatement considérée comme un indice de partialité, de corruption, de facteur de -confusion, de distortion et de que sais-je -encore », rétorque M. Boobis.

Est-ce l' « abolition » du CIRC que Monsanto souhaite? Aux questions du Monde, la firme n'a pas souhaité répondre.

Illustration(s) :

En Argentine, troisième producteur mondial de soja, l'usage des pesticides est très répandu, comme ici dans les champs de la province de Santiago del Estero (à gauche). Alvaro Ybarra Zavala

Le Roundup, le désherbant star de Monsanto, est utilisé en pulvérisation sur des plants de tabac dans la province de Misiones. Alvaro Ybarra Zavala

L'un des entrepôts de la firme américaine dans la province du Chaco. Alvaro Ybarra Zavala

Note(s) :